

DOSSIER N° 2010 [REDACTED]

COUR D'APPEL DE PARIS

PÔLE 7

Arrêt du 24 Mars 2010

CINQUIÈME CHAMBRE DE L'INSTRUCTION-
-MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN -

ARRÊT

(N° 3 , 7 pages)

**ARRÊT FAISANT DROIT
A LA REMISE en
EXÉCUTION DU
MANDAT D'ARRÊT
EUROPÉEN DÉCERNÉ
CONTRE LA NOMMÉE :**
[REDACTED]

prononcé en audience publique le Vingt quatre mars deux mil dix

et faisant droit à la remise sollicitée au titre de l'exécution du mandat d'arrêt européen émis le 17 février 2010 à l'encontre de :

[REDACTED]
née le [REDACTED]
de nationalité française

placée sous écrou en vertu d'un ordre d'incarcération délivré le 18 février 2010
Détenue à la maison d'arrêt de FRESNES

Ayant pour avocat Me [REDACTED], avocat choisi

Entendue sans l'assistance d'un interprète, l'intéressée ayant déclaré
comprendre et parler la langue française

COMPOSITION DE LA COUR lors des débats, du délibéré et du prononcé
de l'arrêt

[REDACTED], Président

[REDACTED], Conseiller

[REDACTED] E, Conseiller

tous trois désignés conformément à l'article 191 du code de procédure pénale.

Reçu copie de
l'arrêt et pris
connaissance le
24 MARS 2010

(Une copie de l'arrêt a été
remise à l'audience à l'intéressée par
le greffier)

GREFFIER : Mme [REDACTED], aux débats et Mme [REDACTED] au prononcé de
l'arrêt

MINISTÈRE PUBLIC

représenté aux débats et au prononcé de l'arrêt par M. [REDACTED] Avocat
Général



DÉBATS :

A l'audience publique du 10 mars 2010, ont été entendus :

- [REDACTED], en son interrogatoire conformément aux articles 695-29 et 695-30 du code de procédure pénale dont le procès-verbal a été dressé,
- M. [REDACTED] Conseiller en son rapport
- M. [REDACTED] Avocat Général, en ses réquisitions
- Me [REDACTED] substituant Me [REDACTED] avocat du comparant et celui-ci lui-même, qui a eu la parole le dernier, en leurs observations.

La comparante s'est exprimée sans l'assistance d'un interprète, l'intéressée ayant déclaré comprendre et parler la langue française.

L'affaire a été mise en délibéré pour décision de la Cour être prononcée à l'audience du 24 mars 2010

RAPPEL DE LA PROCEDURE :

Le 17 février 2010, l'autorité judiciaire compétente de la République fédérale d'ALLEMAGNE a émis un mandat d'arrêt européen contre la nommée [REDACTED] aux fins de l'exercice de poursuites pénales fondées sur un mandat d'arrêt (N° 3220 Js 206569) du tribunal d'instance de Francfort-sur-le-Main en date du 17 février 2010 pour des faits qualifiés par l'Etat membre émetteur du mandat d'arrêt européen "d'extorsion de biens par la force en commun, en cumul avec une tentative de vol en commun", commis le 8 septembre 2008 au préjudice de la bijouterie [REDACTED] (Allemagne) et de la bijouterie [REDACTED] Francfort-sur-le-Main (Allemagne) ;

Le 17 février 2010, [REDACTED] a été appréhendée à PARIS pour l'exécution du mandat d'arrêt européen alors qu'elle se trouvait dans les locaux de la Brigade de Répression du banditisme dans le cadre de l'exécution d'une commission rogatoire internationale délivrée le 20 mai 2009 par les autorités allemandes ;

Le 18 février 2010, le Procureur Général près la Cour d'Appel de PARIS a procédé à l'interrogatoire d'identité de l'intéressée, l'a informée du contenu du mandat d'arrêt européen et de ses droits en matière de défense dont il a été dressé procès-verbal et l'a placé sous écrou.

A l'audience publique de la chambre de l'instruction qui s'est réunie le 24 février 2010 soit dans le délai de 5 jours ouvrables à compter de la présentation au Procureur Général, notification a été faite du titre en vertu duquel l'arrestation a eu lieu, ainsi que des pièces produites à l'appui de la demande d'exécution du mandat d'arrêt européen.



M. le Procureur Général a versé au dossier ses réquisitions écrites en date du 25 février 2010.

Me [REDACTED] avocat de [REDACTED], a déposé le 9 mars 2010 à 13 heures 04, au greffe de la chambre de l'instruction, un mémoire visé par le greffier, communiqué au Ministère Public et classé au dossier.

* * * * *

DECISION

prise après en avoir délibéré conformément à l'article 200 du code de procédure pénale

EN LA FORME

Considérant qu'il a été satisfait aux formes et aux délais prescrits par les articles 695-11 à 695-13, et 695-29 à 695-33 du code de procédure pénale ; que la procédure est donc régulière en la forme.

AU FOND

Par mandat d'arrêt européen du 17 février 2010 transmis en original le 25 février 2010, M. [REDACTED], procureur du tribunal de Francfort-sur-le-Main (Allemagne), autorité judiciaire compétente de la République fédérale d'ALLEMAGNE, sollicite la remise de [REDACTED] aux fins de l'exercice de poursuites pénales sur la base d'un mandat N° [REDACTED]. Js [REDACTED] Gs du tribunal de Francfort-sur-le-Main en date du 17 février 2010 pour des faits qualifiés par l'Etat membre émetteur du mandat d'extorsion de biens par la force en commun, en cumul avec une tentative de vol en commun, commis le 8 septembre 2008 au préjudice de la bijouterie [REDACTED] à Wiesbaden (Allemagne) et de la bijouterie [REDACTED] à Francfort-sur-le-Main (Allemagne).

Devant la chambre de l'instruction, [REDACTED] a reconnu que le titre en vertu duquel le mandat d'arrêt européen est présenté s'applique bien à sa personne, et n'a pas consenti à être remis aux autorités judiciaires.

Selon les pièces produites par l'autorité judiciaire de l'Etat d'émission, il est reproché à [REDACTED] :

- de s'être rendue, le 8 septembre 2008 vers 10h30, avec [REDACTED] dans la bijouterie Stoess à Wiesbaden, d'avoir essayé de détourner l'attention de l'employée du magasin, tandis que [REDACTED] tentait de dérober des bijoux sans succès en raison de la vigilance de cet employé et d'un agent de sécurité.



- d'être allé le même jour, à 11h45, avec [REDACTED] à la bijouterie [REDACTED] à Francfort-sur-le-Main où les intéressées se sont fait présenter des bijoux de grande valeur par la vendeuse, d'avoir tenté de s'emparer des bijoux en tirant la main, la veste et l'oreille de la vendeuse puis en s'emparant d'un écrin, d'avoir dérobé un solitaire de 5 carats d'une valeur de 217.000 € et d'y avoir placé une imitation avant de quitter la bijouterie avant que l'échange ne soit constaté.

Le Procureur Général requiert la remise immédiate de [REDACTED] sous la condition que celle-ci puisse, en cas de condamnation, et en raison de sa nationalité française, bénéficier des dispositions de l'article 695-32 alinéa 2 du code de procédure pénale.

Dans son mémoire, le Conseil de [REDACTED] demande à la Cour d'annuler la notification du mandat d'arrêt européen du 18 février 2010 et d'ordonner sa remise en liberté et, subsidiairement, de faire droit à la demande de mise en liberté formée par Madame [REDACTED]

Il invoque l'absence d'éléments permettant de vérifier la légalité de la procédure d'interpellation et du défèrement de Mme [REDACTED] et expose que la procédure ne comporte pas de procès verbaux retranscrivant la date, le lieu et les conditions d'interpellation de Mme [REDACTED] qui demeure au Havre et que, tant les parties que la chambre d'instruction ignorent les conditions du transfert de l'intéressée du Havre dans les locaux de la BRB à Paris.

Subsidiairement, si la la chambre de l'instruction valide la procédure, il est demandé à la Cour d'ordonner la remise en liberté de Madame [REDACTED] et son placement sous contrôle judiciaire. A cet égard, il est fait état du fait que l'intéressée a spontanément reconnu les faits reprochés par l'autorité émettrice, qu'elle a des garanties de représentation et a des enfants dont plusieurs souffrent de pathologies médicales.

CECI ETANT EXPOSE

1. Sur la nullité invoquée par le Conseil de [REDACTED]

Considérant qu'il résulte des pièces de la procédure que [REDACTED] a comparu devant un officier de police judiciaire le 17 février 2010 à 22 heures pour notification du mandat d'arrêt européen alors qu'elle se trouvait dans les locaux de la Brigade de répression du banditisme à PARIS en exécution d'une subdélégation d'un juge d'instruction du tribunal de grande instance de Paris dans le cadre d'une commission rogatoire internationale en date du 20 mai 2009 émanant des autorités judiciaires de la République Fédérale d'ALLEMAGNE ;

Que les irrégularités éventuelles qui affecteraient les conditions dans lesquelles [REDACTED] a été initialement interpellée, puis retenue dans des locaux de police dans le cadre de l'exécution de la commission rogatoire internationale susvisée, préalablement à la mise en oeuvre de la procédure relative au mandat



d'arrêt européen, sont sans incidence sur l'examen de la demande de remise, les deux procédures étant distinctes l'une de l'autre ;

Que, par ailleurs, il n'est fait état d'aucune irrégularité affectant la procédure d'exécution du mandat d'arrêt européen et, en particulier, la notification du mandat qui a eu lieu conformément aux dispositions de l'article 695-27 du code de procédure pénale ;

Qu'il y a donc pas lieu de procéder à l'annulation de la notification du mandat d'arrêt européen de [REDACTED]

2. Sur la demande subsidiaire tendant à faire droit à la demande de mise en liberté formée par [REDACTED] ;

Considérant qu'il a été répondu par arrêt du 10 mars 2010 à la demande de mise en liberté qui a été formée par déclaration reçue au greffe de la Chambre de l'instruction le 03 mars 2010 pour laquelle Me [REDACTED] avocat de [REDACTED] a déposé un mémoire le 03 mars 2010 au greffe de la Chambre de l'instruction auquel il a été répondu dans l'arrêt susvisé (dossier n°2010/01250) et que la demande contenue seulement dans le mémoire et formée à titre subsidiaire, qui n'a pas été formée conformément à l'article 695-34 du code de procédure pénale, selon les formes prévues aux articles 148-6 et 148-7 du code de procédure pénale, est irrecevable ;

3. Sur l'exécution du mandat d'arrêt européen

Considérant que la remise de [REDACTED] A est sollicitée par une autorité judiciaire compétente de la République fédérale d'ALLEMAGNE, en application de la Décision-cadre du Conseil de l'Union européenne 2002/584/JAI du 13 juin 2002 aux fins de l'exercice de poursuites pénales, pour des faits qualifiés par l'autorité d'émission "d'extorsion de biens par la force en commun, en cumul avec une tentative de vol en commun".

Considérant que le mandat d'arrêt européen émis le 17 février 2010 a été transmis en original le 25 février 2010 au greffe de la chambre de l'instruction de la Cour d'appel de PARIS avec sa traduction en langue française

Considérant que le mandat d'arrêt européen est régulier en la forme et contient les informations prévues par l'article 8 de la Décision-cadre et l'article 695-13 du code de procédure pénale.

Considérant que devant la chambre de l'instruction, [REDACTED] a reconnu que le mandat d'arrêt européen s'applique bien à sa personne et a déclaré ne pas consentir à être remis aux autorités judiciaires de la République fédérale d'ALLEMAGNE.

Considérant que pour les faits, objet du mandat d'arrêt européen, [REDACTED] encourt la peine de cinq ans d'emprisonnement.

Considérant que les faits reprochés à [REDACTED], pour lesquels la remise est sollicitée, entrent dans le champ d'application du mandat d'arrêt européen,



celui-ci ayant été émis pour des faits punis par la loi de l'État membre d'émission d'une peine égale ou supérieure à un an d'emprisonnement dans l'Etat d'émission conformément aux dispositions de l'article 695-12 du code de procédure pénale.

Considérant, de plus, que l'infraction reprochée à [REDACTED], qui a donné lieu à l'émission du mandat d'arrêt européen, entre, selon l'autorité émettrice, dans la catégorie "vols organisé ou avec arme", est punie, dans l'État membre d'émission, d'une peine d'un maximum d'au moins trois ans, et donne lieu, en conséquence, à remise sur la base du mandat d'arrêt européen, sans contrôle de la double incrimination conformément à l'article 2 de la Décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres.

Considérant en l'espèce, qu'en application de l'article 695-23 du code de procédure pénale, la qualification juridique des faits et la détermination de la peine encourue relèvent de l'appréciation exclusive de l'autorité judiciaire de l'État membre d'émission.

Considérant qu'il n'appartient pas aux autorités judiciaires françaises, en exécution d'un mandat d'arrêt européen, de connaître de la réalité des charges pesant sur [REDACTED] ;

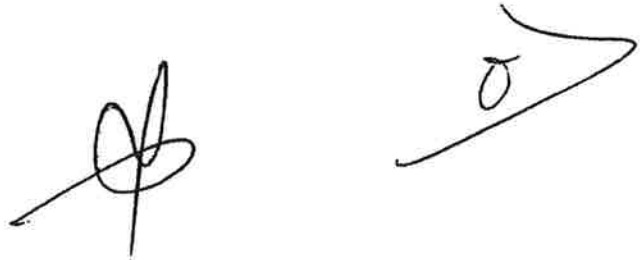
Considérant que [REDACTED] est de nationalité française et que les faits qui lui sont reprochés ont été commis 8 septembre 2008 et que l'action publique n'est pas prescrite au sens de la loi française ;

Considérant qu'il ne résulte de la procédure aucun motif de non-exécution obligatoire du mandat d'arrêt européen résultant notamment de l'article 695-22 du code de procédure pénale et de l'article 3 de la Décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres ;

Considérant qu'il ne résulte de la procédure aucun motif facultatif de non-exécution du mandat d'arrêt européen résultant notamment de l'article 695-24 du code de procédure pénale et de l'article 4 de la Décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres ;

Considérant que les conditions requises pour l'exécution du mandat d'arrêt européen sont réunies, qu'il convient en conséquence d'ordonner la remise sollicitée ;

Considérant cependant que [REDACTED] est de nationalité française, et que, compte tenu de ses attaches en France et de sa situation familiale, il y a lieu de faire bénéficier l'intéressée des dispositions de l'article 695-32 alinéa 2 du code de procédure pénale et de procéder à sa remise à la condition qu'elle puisse, en cas de condamnation, être renvoyée en France pour y effectuer sa peine ;

Two handwritten signatures are present at the bottom right of the page. The signature on the left is a stylized, cursive mark. The signature on the right is a more fluid, cursive mark, possibly including a date or initials.

PAR CES MOTIFS

LA COUR

Vu la décision-cadre du conseil de l'Union Européenne du 13 juin 2002,

Vu les articles 695-11 et suivants, et notamment les articles 695-29 à 695-32 du Code de Procédure Pénale relatifs au mandat d'arrêt européen

DIT n'y avoir lieu à prononcer l'annulation de la notification du mandat d'arrêt européen

DECLARE IRRECEVABLE la demande de mise en liberté de Christine DJEMA formée à titre subsidiaire

ORDONNE la remise à l'autorité judiciaire de la République fédérale d'ALLEMAGNE de la nommée

[REDACTED]
née le 11 mars 1975 à Marseille (Bouches-du-Rhône)
de nationalité française

détenue en vertu d'un ordre d'écrou décerné le 18 février 2010
par le procureur général de Paris pour l'exécution du mandat d'arrêt européen émis le 17 février 2010.

DIT que **[REDACTED]**, de nationalité française, ne sera remise qu'à la condition qu'elle puisse, en cas de condamnation, être renvoyée en France pour y effectuer sa peine.

DIT que le présent arrêt sera exécuté à la diligence du procureur général

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J. Buat', followed by a long horizontal stroke.A handwritten signature in black ink, consisting of stylized initials and a long horizontal stroke.